

Madame, Monsieur

Si je me présente devant vous pour ces élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochains, c'est parce que je ne peux accepter de voir plus longtemps sans réagir l'état dans lequel mon pays, la France, se trouve.

Une conviction d'autant plus forte pour moi que je suis arrivé en France à l'âge de 5 ans. J'ai fait mes études universitaires à Dijon et j'ai obtenu mon diplôme d'Etat à l'Institut de formation paramédicale de Soisson. Infirmier, j'ai exercé pendant 30 ans à l'AP/HP avant de rejoindre, pendant 12 ans, le service Santé du travail de la Poste. Bien que retraité, je me suis volontairement mobilisé pendant le Covid pour aider les soignants.

J'aime la France qui offre la possibilité de grandir, d'apprendre, de s'épanouir, de vivre, libre, en paix et en sécurité. J'aime la France qui protège, innove, entreprend, accompagne chacune et chacun sur le chemin de la réussite. J'aime la France qui fédère au lieu d'opposer et rassemble au lieu de fracturer. Je veux une France riche de ses valeurs humaines et non une France du rejet et de l'extrémisme. Une France forte de ses convictions républicaines et non une France du dogmatisme et du populisme. Une France faite de droits et de devoirs. Une France ferme et déterminée face à ceux qui remettent en cause notre pacte social et notre bien vivre ensemble Fortement ancré dans notre territoire, j'ai été Maire Adjoint à Eaubonne où je suis actuellement conseiller municipal d'opposition : je crois en l'engagement politique de proximité. Un engagement vrai, sincère, au service des tous. Ecoute et concertation, bon sens et pragmatisme, considération et respect, justice et solidarité sont les maitres mots de mon action. Je sais que vous les partagez. Alors, tout comme vous pouvez compter sur moi pour porter en responsabilité votre voix à l'Assemblée, je sais pouvoir compter sur vous et sur votre soutien.

Bien sincèrement,

Inthone RODSPHON

Ils soutiennent notre candidature



Gérard LARCHER Président du Sénat



Jaqueline EUSTACHE-BRINIO Sénatrice du Val d'Olse



Arnaud BAZIN Sénateur du Val d'Oise



Florence PORTELLI Maire de Taverny Vice-Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France



Grégoire DUBLINEAU Ancien Maire d'Eaubonne

Nos 10 propositions pour redresser la France

1. Défendre le pouvoir d'achat et réindustrialiser la France pour retrouver de la prospérité.

Nous devons être un pays qui produit et pas seulement qui consomme. L'industrie procure des emplois de qualité. Il faut baisser les charges des entreprises et taxer les importations qui ne respectent pas nos normes. Nous augmenterons les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous réduirons le prix de l'électricité en relançant notre filière nucléaire et en supprimant certaines taxes sur l'électricité devenues inutiles.

2. Maîtriser l'immigration incontrôlée.

Nous reproposerons la réforme constitutionnelle nécessaire pour protéger nos frontières et dont M. Macron n'a pas voulu. Nous réduirons l'attractivité de notre modèle social en réformant l'aide médicale d'Etat et en conditionnant le versement des aides sociales non contributives à plusieurs années de séjour régulier.

3. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les mauvais payeurs et les squatteurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. La résidence principale ne sera plus taxée à l'IFI. Nous favoriserons l'accès à la propriété pour tous les Français.

4. Reprendre en main la politique pénale.

Nous rétablirons les peines planchers et nous créerons de courtes peines de prison immédiatement applicables pour tout délit. Les amendes seront aussi tout de suite recouvrées. Nous recruterons d'anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts pour réprimer rapidement les incivilités et la délinquance du quotidien. La justice des mineurs sera revue de fond en comble.

5. Soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme.

Nos introduirons dans la Constitution la règle selon laquelle personne ne peut se prévaloir de sa religion ou de son origine pour ne pas respecter les lois de la République. Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme

6. Lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir nos agriculteurs et nos entreprises.

Comme le disait le Président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les Français ». Nous supprimerons les normes inutiles, françaises ou européennes.

7. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de notre mode de vie rural.

Nous développerons la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée. Nous l'avons toujours défendue alors qu'Emmanuel Macron l'a reniée. Nous défendrons nos traditions et ferons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la biodiversité et la beauté de nos territoires.

8. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics et corriger les dérives de notre modèle social.

Nous voulons ramener le déficit public à la moyenne des pays européens et baisser les impôts pour vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre à vos enfants. Nous serons intraitables avec les fraudeurs et les profiteurs de notre protection sociale.

9. Favoriser les familles.

Nous rétablirons les allocations familiales pour tous et nous permettrons aux Français de transmettre le produit d'une vie de travail à leurs enfants et petitsenfants sans être matraqués fiscalement. Il n'y aura plus d'impôt sur les transmissions familiales d'entreprises et d'exploitations agricoles.

10. Réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants et donner de l'autonomie aux établissements scolaires. Nous réaffirmerons la valeur du mérite. L'enseignement privé doit être respecté tout comme les établissements de soins privés. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.

